

SOUS PRÉFECTURE DE CLERMONT

COMMISSION DE SUIVI DE SITE
Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux
Société GURDEBEKE à HARDIVILLERS

Lundi 14 décembre 2015 – 15h00

Rédacteur	Destinataires
DREAL – Unité Départementale de l'Oise	L'ensemble des participants et excusés

Participants :

- M. Coulon, le sous-préfet de Clermont
- M^{me} Dumont, sous-préfecture de Clermont
- M. Gurdebeke, société Gurdebeke
- M. Hanser, société Gurdebeke
- M. Dornic, société Gurdebeke
- M^{me} Quelin, société Gurdebeke
- M. Vervin, société Gurdebeke
- M. Dautresire, mairie d'Hardivillers
- M. Mionnet, mairie de Breteuil
- M. Cotel, Communauté de Communes de la Vallée de la Brèche et de la Noye
- M^{me} Cordier, Conseil Départemental de l'Oise
- M. Vin, ARS
- M. Vallet, DDT Oise
- M. Rivolier, DDT Oise
- M. Pineau, association le R.O.S.O.
- M. Bremard, association ADEBA
- M. Choquet, DREAL Picardie
- M. Prévost, DREAL Picardie

Absent excusé :

- M. Maquinghein, association Picardie Nature

Compte-rendu

M. le sous-préfet ouvre la Commission de Suivi de Site (CSS) à 15h05 et remercie toutes les personnes présentes.

Avant de débattre sur la présence de la presse à cette commission, M. Pineau demande en préambule que le dernier compte-rendu soit validé par les membres de la CSS et avoir la possibilité de le rectifier.

- Messieurs Mionnet et Cotel votent contre le dernier compte-rendu au motif que l'ensemble des propos tenus n'a pas été rapporté ;
- M^{me} Cordier s'abstient ;
- les autres membres de la CSS n'émettent pas de remarques ou objections.

M. Cotel intervient en demandant à ce que les compte-rendus soient les plus exhaustifs possibles et que l'intégralité des propos tenus soient repris, tout en convenant que l'exercice n'est techniquement pas simple.

M. Pineau précise que cela permettra aux intéressés de reprendre leurs propres déclarations. M. Pineau fait remarquer que le compte-rendu doit être rendu public, d'où l'importance de le publier sur internet le plus rapidement possible.

M. Mionnet ajoute que le compte-rendu est fait trop tardivement et doit être rédigé à l'issue de la réunion.

M. le sous-préfet acquiesce.

M^{me} Cordier ne reçoit quasiment jamais les éléments et souhaite être intégrée à la liste de diffusion. M. le sous-préfet propose que M^{me} Cordier devienne la titulaire de la commission.

1. Présence de la presse

M. le sous-préfet rappelle les textes réglementaires et le règlement intérieur. La circulaire du 15/11/2012 prévoit que sur décision du bureau, la présence de la presse peut être acceptée. Le règlement intérieur de la CSS désigne un bureau comprenant 5 membres, chacun doit voter.

M. Cotel précise que la présence de la presse permettrait que l'ensemble des propos soient retranscrits, une plus grande sérénité dans les débats et certains propos moins agressifs.

M. Pineau est également pour.

Les membres du bureau procèdent au vote :

- pour la présence de la presse à la CSS : Messieurs Mionnet et Bremard ;
- contre la présence de la presse à la CSS : Messieurs Hanser, Gurdebeke et le sous-préfet.

Après calcul du nombre de voix par membre du bureau, le « contre » l'emporte ; la presse n'assistera pas aux réunions. M. Mionnet déclare à M. le sous-préfet que « lorsque l'on a des choses à cacher, on est contre la transparence ». M. le sous-préfet répond qu'il n'est pas contre la transparence, que les compte-rendus de CSS sont publics et qu'il a le droit de vote comme les autres membres du bureau.

M. le sous-préfet indique qu'il modifie la chronologie de l'ordre du jour de la CSS et que le 2^{ème} point de l'ordre du jour de la convocation (demande de la société Gurdebeke d'une seule CSS sur cette installation à l'année) est passé en dernier point de la réunion. M. Mionnet n'adhère pas au changement de cet ordre du jour en séance.

2. Bilan de l'activité de premier semestre 2015 de la société Gurdebeke (voir présentation jointe)

L'installation a reçu, au titre de l'année 2015, 8 054 tonnes de déchets et produit 2 384 m³ de lixiviats, pour deux alvéoles mises en service.

Pour les eaux de ruissellement, les valeurs limites réglementaires prescrites pour l'ensemble des paramètres de l'arrêté préfectoral sont respectées.

S'agissant de la surveillance du piézomètre 5, la société Gurdebeke indique que le bureau de contrôle intervenant sur le site a oublié de réaliser la mesure sur deux paramètres (trichloroéthène et tétrachloroéthène). Messieurs Cotel et Pineau demandent à la DREAL leur réaction quant à ces manquements. La DREAL a remarqué qu'il manquait des mesures et rappelle que l'exploitant a pour obligation de veiller la réalisation exhaustive des mesures de ces paramètres lors de chacun des contrôles exercés sur site.

M. Gurdebeke répond qu'il a fait procéder à de nouveaux prélèvements. M. Cotel se dit « surpris » et « choqué » car le délai entre la réalisation des analyses et la transmission des résultats aux services de l'État puis aux membres de la CSS est trop long.

M. le sous-préfet demande à l'exploitant de transmettre les résultats de surveillance de l'impact du site dans son environnement (lixiviats, piézomètres, eaux de ruissellement) au plus tôt aux services de l'État, sans avoir à attendre de compiler ces résultats dans le bilan d'activité. M. le sous-préfet demande à l'exploitant que les mesures manquantes soient portées à la connaissance des membres de la CSS le plus rapidement possible.

M. Gurdebeke s'engage à envoyer celles-ci aux membres de la CSS par mail.

M. Cotel se dit choqué de voir qu'il faut attendre 6 mois pour avoir de nouvelles mesures et indique que s'il y a des dépassements ou non-conformités liées à ces mesures, *« c'est inquiétant, le rôle de l'exploitant est de faire connaître s'il y a un manquement »*.

La DREAL rappelle que c'est à l'exploitant de faire remonter rapidement les anomalies ou dysfonctionnements constatés lors des campagnes de mesures effectuées sur son site.

M. Brémard indique que les rapports d'analyse des laboratoires réalisant les prélèvements et les analyses précisent des durées de conservation des échantillons supérieures aux délais nécessaires demandés par la méthodologie d'analyse.

M. Cotel demande s'il est possible de connaître les dates de prélèvement, ce qui permettrait de calculer les délais de transmission.

Selon M. Mionnet, les courbes de suivi de l'évolution de la concentration de certains paramètres au niveau des piézomètres du site sont inexploitable en l'état et fait remarquer que les tableaux du rapport d'activité et ceux de la présentation en séance de la société Gurdebeke ne sont pas cohérents.

M. Gurdebeke répond que pour le moment les valeurs en concentration pour les agents chimiques organo-halogénés sont en dessous des valeurs limites réglementaires pour l'eau potable.

La DREAL intervient et précise que, compte tenu des délais d'envoi tardifs du rapport d'activité de la société Gurdebeke, l'ensemble des analyses contenues dans ce rapport n'a pu être étudié. La DREAL demande à la société Gurdebeke d'envoyer le rapport d'activité bien en amont des CSS.

M. Cotel demande quand seront faites les prochaines analyses, M. Gurdebeke répond qu'elles sont déjà faites. M. le sous-préfet demande à ce qu'elles soient envoyées.

M. Gurdebeke va envoyer les analyses à la DREAL pour diffusion aux membres de la CSS.

M. Pineau précise qu'il faut revoir les calculs des tableaux du rapport d'activité qui ne sont pas bons et certaines analyses ne sont pas bonnes.

M. Mionnet considère que les services de l'État ne surveillent pas correctement le site.

Messieurs Mionnet et Pineau déclarent que le rapport d'activité n'est pas fiable ; en l'occurrence il y a un problème avec le cyanure dans la mesure où il est constaté une pollution en augmentation sur les piézomètres 2, 3 et 4.

M. Gurdebeke fait remarquer que l'on parle de concentration en nanogramme et souhaite que l'on soit précis dans les termes : traces de cyanure et non pollution.

La DREAL précise avoir reçu tardivement ce rapport d'activités et l'analyse qualitative sera fournie pour la prochaine CSS.

M. le sous-préfet rappelle à M. Gurdebeke la nécessité de transmettre les rapports à des dates suffisamment antérieures à la CSS afin de permettre un examen approfondi.

M. Cotel ajoute que l'ancienne décharge est un site pollué et affirme qu'à cet endroit des galeries ont été bouchées et qu'il y avait de la pollution.

M. Gurdebeke répond qu'il n'en était pas l'exploitant et que l'on débat aujourd'hui sur une pollution antérieure. Pourquoi ne pas interpeler la SARP ?

M. Mionnet déclare que l'État avait mentionné que le site avait été dépollué.

M. Vin explique que le taux de cyanure est en dessous des Valeurs Limites Réglementaires. M. Cotel indique qu'il veut pouvoir rassurer la population.

M. Mionnet ajoute que c'est à la limite et rappelle les craintes qui avaient déjà été formulées avant l'ouverture du site et que les élus se doivent de rassurer la population.

M. Cotel souhaite de la transparence pour ce site et précise que plus il y aura de transparence mieux cela sera.

M. Gurdebeke se dit transparent et propose qu'un membre de la CSS assiste aux prélèvements avant les analyses. Il propose à M. Mionnet de venir mais M. Mionnet décline en indiquant qu'il n'est pas un spécialiste et que c'est aux services de l'État d'être présents.

S'agissant de la pollution antérieure, la DREAL rappelle que des rapports rédigés en 2009 précisent qu'il y a eu des actions de dépollution sur le site et que des sondages ont été effectués. M. Mionnet intervient en indiquant que les sondages n'ont pas été effectués aux bons endroits.

M^{me} Cordier souhaite qu'il y ait un maximum de transparence pour éviter que cette pollution ne soit imputée au site actuel.

La DREAL indique qu'un courrier sera adressé à la société Gurdebeke afin de lui rappeler ses obligations en matière en communication des résultats d'analyse et de transmission de son rapport d'activité.

S'agissant de la terminologie des déchets, M. Mionnet demande ce que sont les « déchets mélangés ».

M. Gurdebeke répond que cela est indiqué dans l'arrêté préfectoral ; M. Pineau rétorque que non, ce n'est pas indiqué dans l'arrêté préfectoral. M. Pineau précise que l'arrêté préfectoral mentionne une classification des déchets et que l'exploitant est obligé d'indiquer un code déchets, conforme à la nomenclature déchets.

M. Gurdebeke précise qu'il devrait pouvoir indiquer ce code dans les prochains rapports d'activité et que ce code sera ajouté. M. le sous-préfet souhaite également plus de précisions dans le rapport d'activité sur cet aspect.

M. Mionnet demande à ce que la DREAL contrôle les conditions d'entrée des déchets sur le site.

La DREAL répond qu'elle a réalisé 2 contrôles sur ce thème et que le site dispose d'une procédure d'acceptation des déchets avec réalisation d'analyses pour connaître la composition des déchets que le client souhaite envoyer à la société Gurdebeke.

3. Action de l'inspection des installations classées (voir présentation jointe)

Une inspection du site a été réalisée le 26 mars 2015. Les constats relevés à l'issue de cette inspection ont déjà été présentés lors de la précédente CSS et sont repris dans la présentation jointe au présent compte-rendu.

4. L'origine des COV présents dans les relevés effectués dans les piézomètres

Ce sujet est abordé dans le cadre de la présentation du bilan d'activité de la société Gurdebeke, voir en

chapitre 2 du présent compte-rendu.

5. L'état des populations animales et végétales visées par des mesures de conservation, protection ou observation.

M. Gurdebeke n'a pas eu le temps de préparer ce point, M. le sous-préfet demande quand les membres de la CSS peuvent espérer avoir ces informations et demande à ce qu'elles soient transmises très rapidement.

M. Gurdebeke précise que la précédente étude a été faite le 20 novembre 2014 et s'est révélée positive. Il ajoute qu'il va relancer son bureau d'études ECOTHEM pour la présentation lors de la prochaine CSS.

M. le sous-préfet demande à ce que l'étude soit diffusée une fois terminée.

6. Point sur le contrôle par la DREAL du traitement des lixiviats et méthode choisie pour le remplacement de l'osmose inverse

La DREAL rappelle les termes de l'arrêté préfectoral du 05 novembre 2014 qui interdit pour le site d'Hardivillers l'infiltration des lixiviats et précise que les lixiviats doivent être traités :

- soit dans une station d'épuration publique ou industrielle autorisée à recevoir ce type d'effluent,
- soit sur site par une unité d'évapo-concentration. Les boues issues de ce traitement sont évacuées et traitées dans une installation dûment autorisée,
- soit par tout autre dispositif permettant d'atteindre l'objectif susvisé, à savoir l'interdiction d'infiltration.

Le site dispose de 2 bassins de stockage des lixiviats représentant un volume cumulé de 2 490m³, un bassin de stockage des perméats d'un volume unitaire de 1 615m³ soit un volume total de 4 105m³.

La DREAL rappelle que lors de l'inspection du 26 mars 2015, la DREAL avait constaté sur site qu'il restait un volume total disponible d'environ 2 000m³ pour le stockage des lixiviats.

Selon le bilan hydrique joint au rapport de présentation de la société Gurdebeke et les constats de l'inspection du 26 mars 2015, la DREAL conclut que le site présente d'un déficit de stockage en lixiviats de 886m³ à fin novembre 2015 qui n'apparaît pas dans le rapport d'activité de la société Gurdebeke.

La DREAL constate donc une incohérence dans les documents fournis par M. Gurdebeke et lui demande des explications.

Lors de la dernière CSS, M. le sous préfet avait bien fait remarquer à M. Gurdebeke qu'il ne pouvait plus infiltrer ses lixiviats et lui avait demandé comment il allait procéder. M. Gurdebeke devait faire intervenir une entreprise extérieure, mais ne l'a pas fait.

La DREAL demande à M. Gurdebeke où sont les 886m³ de lixiviats « perdus ».

M. Gurdebeke ne peut pas expliquer cette situation et doit reprendre ses calculs mais certifie qu'aucun lixiviat n'a été évacué à l'extérieur du site depuis la parution du dernier arrêté préfectoral du 5 novembre 2014 et que l'ensemble des lixiviats générés depuis est stocké dans les bassins du site.

La DREAL indique qu'elle envisage à terme de modifier l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2014 en imposant à la société Gurdebeke d'évacuer les lixiviats dès qu'un 1^{er} bassin sera rempli et de fournir la quantité de lixiviats produits mensuellement.

M. Pineau demande s'il n'est pas techniquement impossible d'éliminer ces lixiviats ; M. Gurdebeke répond que non.

7. Modification de la fréquence des CSS

La société Gurdebeke a demandé que soit inscrit à l'ordre du jour de la CSS la possibilité de voir modifier la fréquence actuelle de tenue des CSS (2 CSS/an) pour qu'une seule CSS ait lieu. Cette demande, si elle est validée, nécessitera la modification du règlement intérieur de la CSS.

Messieurs Pineau et Brémard ne sont pas contre, à condition que tous les éléments soient transmis suffisamment avant ; M. Cotel ajoutant y compris les explications, les observations.

Il est procédé au vote (voir en annexe) :

- 32 voix pour 2 CSS/an ;
- 24 voix pour 1 CSS/an.

A l'issue du vote, la convocation de deux CSS à l'année est maintenue.

La DREAL précise que si la première CSS annuelle est convoquée en mai-juin, il est nécessaire d'avoir tous les éléments et les résultats en mars.

La séance est levée à 16h35.

Le sous-préfet de Clermont



Paul COULON